

APPEL A CONTRIBUTIONS

« COMMERCE ÉQUITABLE : ENTRE AMPLIFICATION ET INSTRUMENTALISATION »

Revue internationale des études du développement

N°240 2019-4

Coordination

Aurélie Carimentrand, maître de conférences en sciences économiques, CIRAD, UMR Innovation (aurelie.carimentrand@cirad.fr)

Zina Cáceres B., professeure d'économie et PERPP, Université d'État de Santa Cruz (Bahia, Brésil) (zcb99@yahoo.com)

Emilie Sarrazin, enseignante en gestion d'entreprise à Bordeaux Sciences Agro et présidente de l'association Max Havelaar France (emilie_sarrazin@yahoo.fr)

Contextualisation

Le commerce équitable (CE) constitue un champ de recherche complexe et encore jeune qui alimente des controverses en matière de développement politique, économique, social et environnemental.

Les évolutions rapides dans les pratiques des différents acteurs du mouvement du CE ne cessent de questionner le sens de la notion d'équitable, le périmètre du CE ainsi que les méthodologies à même de rendre compte de son impact.

Ce dossier a précisément pour objectif d'actualiser les débats sur la signification, les frontières et l'impact du CE à partir d'études de cas portant sur des filières ou des labels peu étudiés jusqu'à présent, des méthodologies d'étude d'impact originales ou encore sur la titularisation des lieux.

Un secteur dynamique et (auto-)légitimé

Le CE a été conçu initialement comme un partenariat Nord-Sud, dans lequel les consommateurs du Nord sont sensibilisés aux conditions de vie des producteurs du Sud et acceptent en conséquence de payer les produits à un prix plus élevé pour permettre à ces derniers de s'organiser collectivement, d'avoir les moyens de vivre de leur métier et de décider de leur avenir.

Les réseaux qui ont développé cette forme d'échange se sont historiquement concentrés sur l'artisanat, puis se sont largement focalisés sur les produits agricoles tels que le café, le cacao, le thé, les bananes, etc.

Cette forme d'échange a connu un certain succès ces vingt dernières années (Boonman et al., 2011; Krier, 2008 ; Reynolds and Greenfield, 2015).

Les processus d'identification, de certification et de labellisation de ces produits ont d'ores et déjà fait l'objet de nombreux débats (Balineau et Dufeu, 2010 ; Getz et Shreck, 2006 ; Renard, 2005).

Les études d'impact se sont également fortement développées, avec une concentration sur les coopératives de produits primaires en Amérique latine et en Afrique, laissant de côté certaines régions du monde et certaines activités telles que les activités artisanales (Vagneron et Roquigny, 2010 ; Nelson, 2017).

Entre rééquilibrage partenarial et renégociation du partage de la valeur

Le CE s'est constitué, de facto, à rebours du système néo-colonial de drainage des ressources au profit de la satisfaction des besoins naissants ou nouveaux des sociétés de consommation au Nord. Il entend en effet modifier peu à peu les formes de partage inégal de la valeur au sein des chaînes alimentaires transnationales et internationales. Ainsi, les projets de production et de commerce équitables entrent fortement en résonance avec les mobilisations de type agrariennes, visant à renforcer le niveau de maîtrise des systèmes agro-alimentaires, avec parfois, selon les pays concernés aux Suds, des accents souverainistes ou nationalistes.

Par le biais du commerce équitable, ce sont des questions de bien-être, de participation des catégories oubliées (femmes, jeunes, vieux, pauvres,...), de lutte contre les inégalités et pour la dignité qui émergent. Au-delà de l'histoire des produits, des groupes et des entreprises qui les construisent, avec leurs succès francs, partiels ou leurs échecs, ce sont bien ces tensions et ces éventuels rééquilibrages que le Dossier entend aborder.

Au cœur des activités liées au commerce équitable, comment s'organisent et évoluent les rapports de travail entre les différents acteurs impliqués ? Quelles formes prennent les partenariats avec les producteurs indépendants comme avec les entreprises et leurs salariés ? Quel est le niveau d'implication des producteurs locaux (montage de projets, publics visés, stratégies privilégiées, etc.) ? Entre partenariat, collaboration et sous-traitance, comment se reconfigurent les rapports de pouvoir au sein des systèmes de production et d'échange marchand ?

Une extension du périmètre du CE : des produits aux acteurs et aux territoires

Durant les années 2000, le CE a élargi son champ d'application ; initialement centré sur les petits producteurs et les organisations de CE, il procède désormais à des certifications d'entreprises agro-alimentaires multinationales et de plantations agro-industrielles visant ainsi non plus uniquement les producteurs agricoles indépendants, mais aussi les salariés d'unités de production.

De nouveaux acteurs sont apparus à cette occasion pour développer des labels se revendiquant originels. D'autre part, la gamme de produits proposés issus du CE s'est considérablement étoffée ; aux traditionnels café, thé, cacao, etc., il s'ouvre désormais à de très nombreux produits tels que les fleurs, les légumes, les produits textiles, même l'or et les crédits carbonés !

Enfin, cette démarche a pris de nouvelles formes avec l'émergence du CE dans les relations économiques Nord-Nord (Le Velly, 2011) ou Sud-Sud, dans un contexte de crise économique et de retour au local.

Des labels « ingrédient » se sont développés aux côtés des labels « produit » et « organisation », diversifiant la démarche.

Le mouvement du CE ne certifie plus seulement les produits, les organisations de producteurs et les entreprises ; il titularise les lieux, depuis l'initiative des *Fairtrade Towns* laquelle, débordant les frontières administratives des villes, inclut désormais les régions, les îles, les pays et toutes formes de représentation spatiale envisageable, mais aussi des formes organisationnelles conçues comme des lieux, telles que les écoles ou les universités.

Ces multiples changements d'échelle signalent-ils une dilution du commerce équitable dans le marché et son institutionnalisation, ou bien indiquent-ils une extension du mouvement et une volonté de transformation dans d'autres sphères d'activités et par de nouvelles catégories d'acteurs ?

Axes thématiques

Ce Dossier se veut pluridisciplinaire (sociologie, sciences économiques, sciences politiques, sciences de gestion...). Les propositions d'articles multidisciplinaires sont donc les bienvenues.

Les travaux porteront sur quatre axes thématiques principaux organisés autour de la question principale de ce numéro : dans quelle mesure est-on dans une phase d'institutionnalisation du CE pouvant l'amener à sa dilution, ou bien dans une période de renouvellement du mouvement militant ?

- Quels sont les effets de l'extension du CE via des nouveaux produits, de nouvelles formes de modes de production (plantation, usine, etc.), ou d'organisations et de nouveaux labels ? Un intérêt particulier sera porté aux propositions d'articles qui privilégient une approche empirique et critique et qui renouvellent les méthodologies d'impact classiques du CE ;
- Les débats et les processus politiques qui entourent les évolutions du CE, que ce soit au niveau des acteurs de la filière, dans les médias, au niveau des pouvoirs publics ou auprès des consommateurs.
- Des études de cas qui mettent en lumière les modalités de reconnaissance du CE sous forme de relations Nord-Nord ou Sud-Sud, mais aussi les effets inattendus ou pervers de ces circuits locaux censés être vertueux pour les acteurs de la filière.
- Des études de cas traitant de la titularisation des lieux avec une attention particulière sur la compréhension des processus d'engagement et de participation des acteurs, ainsi que les effets concrets de cette labellisation sur les territoires et pour leurs acteurs.

Cadrage / Participation au Dossier du n°240 2019-4 – Commerce équitable

Ce Dossier souhaite privilégier une approche interdisciplinaire, selon divers angles. Les auteur·es de toutes les sciences sociales et humaines sont appelé·es à participer, y compris et sans pour autant s'y limiter : la sociologie, la démographie, l'histoire, la géographie, la science politique, l'économie, l'anthropologie, ...

Les auteur·es sont invité·es à explorer la notion à partir d'une lecture des trajectoires internationales, nationales et locales. La mise en contexte d'études empiriques, de corpus originaux, la rencontre entre une approche théorique solide et un terrain, sont attendues.

Les articles (de 40.000 signes excluant le résumé et la bibliographie), en français, anglais, espagnol ou portugais, pourront aborder directement certaines des questions ou des axes mentionnés, ou bien les aborder à travers des études de cas spécifiques. Les articles proposés devront être des documents originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les [consignes aux auteurs](#) sur le [carnet de recherches des publications de l'IEDES](#)).

Les propositions d'articles, en français, en anglais ou en espagnol, présentent le projet d'article en environ 4.000 signes, espaces compris, soit environ 500 mots ou une page.

La proposition comprend :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des références bibliographiques (hors du décompte des signes)

Calendrier de production

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 2 novembre 2018** à l'adresse courriel :

- de la rédaction : revdev@univ-paris1.fr
- des trois co-porteuses de ce numéro spécial :
 - aurelie.carimentrand@cirad.fr
 - zcb99@yahoo.com
 - emilie_sarrazin@yahoo.fr

- **Les auteur.e.s présélectionné.e.s** par les coordinateurs et le comité de rédaction seront prévenu.e.s par l'équipe de la revue la **semaine du 5 novembre 2018**.

- **Les premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteurs de la revue, seront envoyées par les auteurs aux trois courriels précités avant le **24 janvier 2019**.

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité : **le sommaire définitif** de ce numéro thématique sera rendu **le 6 juin 2019**.

- **Parution** : la sortie en librairie de ce n°240 2019-4 est prévue pour **fin novembre 2019**.

Références bibliographiques

- Balineau G., Dufeu I., 2010, Are Fair Trade goods credence goods? A new proposal, with French illustrations. *Journal of business ethics*, vol. 92, no 2, p. 331-345.
- Boonman M., Huisman W., Sarrucco-Fedorovtsev E., Sarrucco T., 2011, *Fair trade facts and figures. A success story for producers and consumers*. Culemborg: DAWS.
- Getz C., Shreck A. 2006, What organic and Fair Trade labels do not tell us: towards a place-based understanding of certification. *International Journal of Consumer Studies*, vol. 30, n°5, p. 490-501.
- Krier J.M., 2008, *Fair Trade 2007: new facts and figures from an ongoing success story. A report on Fair Trade in 33 consumer countries*. Report for the Dutch Association of Worldshops, The Netherlands.
- Le Velly R., 2011, Si loin, si proches, la difficile association entre circuits courts et commerce équitable, *Revue Tiers-Monde*, n°207, p. 133-149.
- Nelson V., 2017, *Fairtrade Impacts: Lessons from around the world*. Practical Action Publishing, 144 p.
- Raynolds L, Greenfield N., 2015, Fair trade: movement and markets. In Laura T. Raynolds and Elizabeth A. Bennet (eds), *Handbook of research on Fair Trade*, Cheltenham, UK: Edward Elgar, pp. 24-41.
- Renard M.C., 2005, Quality certification, regulation and power in fair trade. *Journal of rural studies*, vol. 21, no 4, p. 419-431.
- Vagneron I., Roquigny S., 2010, What do we really know about the impact of fair trade. *A synthesis*, PFCE, Paris.

CALL FOR PAPERS

« EXTENDING THE FIELD OF FAIR TRADE: IS FAIR TRADE GROWING OR BECOMING INSTRUMENTALIZED? »

Revue internationale des études du développement

N°240 2019-4

Coordination

Aurélie Carimentrand, Associate Professor in Economics, CIRAD, UMR Innovation (aurelie.carimentrand@cirad.fr)

Zina Cáceres B., Professor in Economics & PERPP, Santa Cruz State University (Bahia, Brésil) (zcb99@yahoo.com)

Emilie Sarrazin, Lecturer in Business Administration at Bordeaux Sciences Agro and President of the Max Havelaar France non-profit organization (emilie_sarrazin@yahoo.fr)

Contextualization

Fair Trade (FT) is a complex, recent field of research which has been fueling controversies in terms of political, economic, social, and environmental development.

The rapidly evolving practices of the different actors in FT are constantly challenging what “fair” means, as well as the scope of FT, and the methodologies which may assess its impact.

This issue aims precisely at updating the debates on the meaning, the boundaries, and the impact of FT. It will be based on case studies bearing on little studied branches or certifications, on original methodology for impact assessment, or on awarding geographic areas the FT status.

A Dynamic (Self-)Legitimized Field

FT was originally created as a North-South partnership, raising consumer awareness in the North with regards to the living conditions of producers in the South. As a consequence, consumers are willing to pay a higher price for products to allow producers to organize collectively, to have the means to live from their work, and to decide on their future.

The networks which developed this form of exchange historically focused on handicrafts before shifting to agricultural products such as coffee, cocoa, tea, bananas, etc.

This form of exchange has been relatively successful in these past twenty years (Boonman et al., 2011; Krier, 2008; Reynolds and Greenfield, 2015).

The identification, certification, and labeling process for these products has already been at the center of numerous debates (Balineau and Dufeu, 2010; Getz and Shreck, 2006; Renard, 2005).

Impact assessment has also been growing significantly, with a focus on primary commodity cooperatives in Latin America and Africa, leaving aside some areas in the world and some activities such as handicrafts (Vagneron and Roquigny, 2010; Nelson, 2017).

Between Readjusting the Partnership and Renegotiating the Distribution of Value

From its inception, FT has de facto run counter to the neocolonial system of draining resources to satisfy burgeoning or new needs in the North's consumer society. It aims indeed at progressively modifying the forms of unequal distribution of value within transnational and international food chains. Thus, fair production and fair trade projects dovetail strongly with agrarian mobilization, which aims at reinforcing the level of control over the agrifood system, with at times, depending on the countries involved in the South, self-government or nationalist accents.

Through fair trade, some issues have emerged such as well-being, the participation of forgotten groups (such as women, the young, the old, or the poor, among others), and the fight against inequality and for dignity. Beyond the history of these products, and of the groups or companies involved, with resounding or partial success for some, and failure for others, this issue aims at tackling these tensions and possible readjustments.

At the heart of the activities linked to fair trade, how is the employment relationship organized and how has it evolved among the various actors involved? What types of partnerships with independent producers, or companies and their employees exist? How involved are local producers (project development, targeted audience, preferred strategies, etc.)? From partnership to collaboration and subcontracting, how have power relationships been reshuffled within the production and commercial exchange systems?

Extending the Scope of FT: From Products to Actors and Territories

In the 2000s, FT's scope of application became broader; while it was initially centered on small producers and FT organizations, it now certifies multinational agrifood corporations and agro-industrial plantations. Thus, it no longer solely targets independent farmers, but also employees in production plants.

As a consequence, new actors have emerged in order to develop labels claiming to be original. What is more, the range of FT products has grown considerably. In addition to traditional goods such as coffee, tea or cocoa, it now includes numerous goods such as flowers, vegetables, clothing items, and even gold and carbon credits!

Lastly, the FT approach has taken a new guise with the emergence of FT in North-North (Le Velly, 2011) or South-South economic relations, in the context of the economic crisis and a return to local products.

"Ingredient" labels have been developed alongside "product" and "organization" labels, thus diversifying the FT approach.

The FT movement does not merely certify products, producer organizations, and companies; it has also started awarding geographic areas the FT status, since the *Fair Trade Town* initiative, which now extends beyond the administrative boundaries of towns, thus encompassing regions, islands, countries, and every possible form of spatial representation, but also organizational forms viewed as geographic entities, such as schools or universities.

Are these numerous changes of scale the sign of a weakening of fair trade in the marketplace, and of its institutionalization, or rather of a growing movement with a will to move into other areas of activity with different categories of actors?

Main Themes

This issue aims at being multidisciplinary (sociology, economics, political science, management, etc.). We thus welcome multidisciplinary submissions.

The submissions will bear on four main themes revolving around the central question in this issue: to what extent is FT going through a phase of institutionalization which may make it weaker, or a period of revival of the activist movement?

- What are the effects of the growth of FT through new products, new production or organization forms (plantations, production plants, etc.), and new labels? Particular interest will be paid to submissions which favor an empirical and critical approach and renew the classical impact assessment of FT;

- The political debates and process around the evolution of FT, whether at the level of the actors, the media, the authorities, or the consumers;
- Case studies which shed light on the modes of recognition of FT in the form of North-North or South-South relations, but also on the unexpected or perverse effects of these local markets which are supposedly virtuous for the industry actors;
- Case studies which deal with the awarding of the FT status to areas, with particular attention paid to understanding the actors' commitment and participation process, as well as the concrete effects of the label on territories and their actors.

Framework / Participation in no. 240 (2019-4) of the Journal

This issue will favor an interdisciplinary, many-angled approach. Authors from all the social and human sciences may submit papers, including but not limited to: sociology, demography, history, geography, political science, economics, anthropology, etc.

Authors should explore the notion based on a reading of international, national, and local trajectories. The contextualization of empirical studies and original corpuses, and the combination of a sound theoretical approach and fieldwork are expected.

The articles (40,000 characters, excluding the abstract and references) in French, English, or Spanish may tackle some of the questions or themes mentioned directly, or through specific case studies. The articles proposed must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they are adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement* (see the [guidelines for authors](#) on the [blog for the publications of the IEDES](#)).

The proposals in French, English, Spanish, or Portuguese must present the paper in approximately 4,000 characters (with spaces), 500 words, or one page.

The proposals must include:

- a title: 70 characters (with the possibility of adding a subtitle),
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results,
- bibliographical references (not included in the character count).

Each proposal must also include the authors' first names and last names, their status, and their institutional affiliation, as well as the corresponding author's email address.

Calendrier de production

The article proposals must be submitted **before 2018/11/2** by email:

- To the editorial office: revdev@univ-paris1.fr
- To all three editors of this special issue:
 - aurelie.carimentrand@cirad.fr
 - zcb99@yahoo.com
 - emilie_sarrazin@yahoo.fr

- **The authors preselected** by the editors and the editorial committee will be notified **the week of 2018/11/05**.

- **The first draft**, following the journal's guidelines for authors, must be submitted to the three aforementioned email addresses before **2019/01/24**.

- **The evaluation process** will take a few months – each anonymous article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic: the **final table of contents** of this special issue will be made available on **2019/06/06**.

- **Publication:** no. 240 2019-4 is expected to be published by the end of **2019 November**.

References

- Balineau G., Dufeu I., 2010, Are Fair Trade goods credence goods? A new proposal, with French illustrations. *Journal of business ethics*, vol. 92, no 2, p. 331-345.
- Boonman M., Huisman W., Sarrucco-Fedorovtsev E., Sarrucco T., 2011, *Fair trade facts and figures. A success story for producers and consumers*. Culemborg: DAWS.
- Getz C., Shreck A. 2006, What organic and Fair Trade labels do not tell us: towards a place-based understanding of certification. *International Journal of Consumer Studies*, vol. 30, n°5, p. 490-501.
- Krier J.M., 2008, *Fair Trade 2007: new facts and figures from an ongoing success story. A report on Fair Trade in 33 consumer countries*. Report for the Dutch Association of Worldshops, The Netherlands.
- Le Velly R., 2011, Si loin, si proches, la difficile association entre circuits courts et commerce équitable, *Revue Tiers-Monde*, n°207, p. 133-149.
- Nelson V., 2017, *Fairtrade Impacts: Lessons from around the world*. Practical Action Publishing, 144 p.
- Raynolds L, Greenfield N., 2015, Fair trade: movement and markets. In Laura T. Raynolds and Elizabeth A. Bennet (eds), *Handbook of research on Fair Trade*, Cheltenham, UK: Edward Elgar, pp. 24-41.
- Renard M.C., 2005, Quality certification, regulation and power in fair trade. *Journal of rural studies*, vol. 21, no 4, p. 419-431.
- Vagneron I., Roquigny S., 2010, What do we really know about the impact of fair trade. *A synthesis*, PFCE, Paris.